



Une croissance de l'emploi en suspens

Au premier trimestre 2017, l'emploi salarié marchand se stabilise après six trimestres de croissance dans la région. Cette stabilisation s'explique par le maintien des effectifs intérimaires au même niveau que celui de fin 2016. Le marché du travail reste néanmoins orienté positivement avec une baisse du taux de chômage en début d'année. Le nombre de créations d'entreprises continue sa progression et le nombre de défaillances s'est replié. La reprise se confirme sur le marché de l'immobilier neuf même si le secteur n'a pas rattrapé son niveau de 2011-2013. L'activité dans les hôtels retrouve son niveau de début 2015 après avoir connu un pic dû à la présence des forces de l'ordre dans le secteur de Calais.

Grégoire Borey, Véronique Bruniaux, Julien Marache

Stabilisation de l'emploi salarié marchand suite au repli du secteur intérimaire

Début 2017, l'emploi salarié marchand est stable. Le nombre de personnes en emploi s'établit à 1,24 million fin mars 2017, après une embellie de plusieurs trimestres entre juillet 2015 et fin 2016 et une progression de 0,5 % pour le seul quatrième trimestre 2016. En moyenne nationale, l'embellie se poursuit avec + 0,4 %, comme au précédent trimestre.

Si au deuxième semestre 2016, la hausse de l'emploi dans les Hauts-de-France était essentiellement imputable au secteur de l'intérim, ce secteur a peu évolué ce trimestre, entraînant une stabilité de l'emploi global. En France métropolitaine, la dynamique de l'emploi se maintient grâce à la progression de l'intérim.

La progression de l'emploi salarié début 2017 ralentit dans l'Oise (+ 0,4 % après + 1,1 %). Elle marque un coup d'arrêt dans le Nord (+ 0,1 %), le Pas-de-Calais (- 0,1 %), et la Somme (- 0,2 %). Les effectifs salariés baissent dans l'Aisne (- 0,7 %).

Seul l'emploi dans les services reste en progression

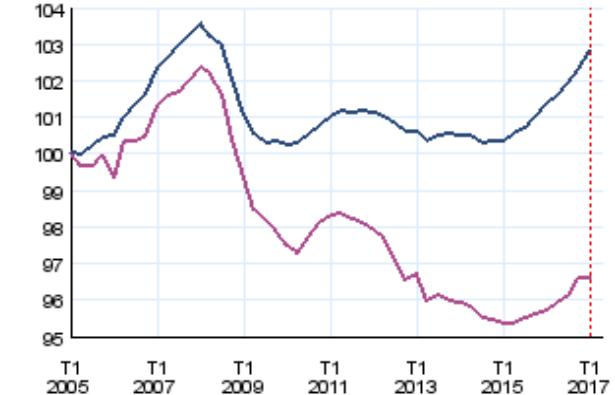
L'emploi dans les services reste seul en progression (+ 0,3 %). Il est dynamique dans le Nord (+ 0,6 %), relativement stable dans l'Oise, le Pas-de-Calais et la Somme alors qu'il continue de se réduire dans l'Aisne (- 0,3 %). Toutefois, la hausse régionale de 0,3 % demeure plus modeste que celle du niveau national (+ 0,6 %).

Comme au trimestre précédent, l'emploi dans l'industrie se contracte plus fortement dans la région (- 0,3 %) qu'au niveau national (- 0,1 %). Tous les départements de la région sauf la Somme sont concernés.

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

Hauts-de-France
France hors Mayotte

Indice base 100 au 1er trimestre 2005



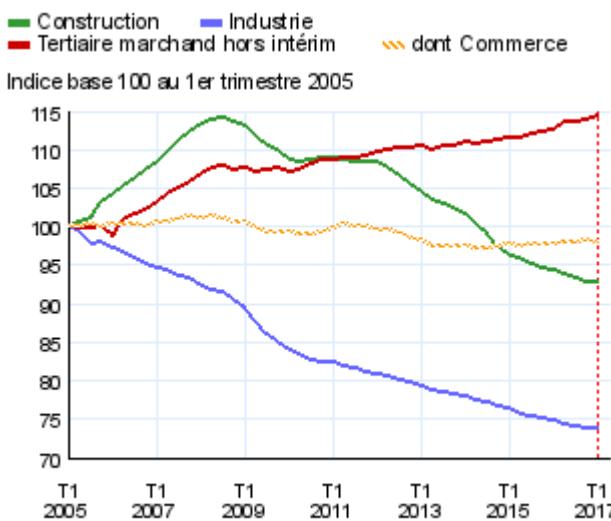
Champ : emploi salarié hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emploi.

L'emploi dans le commerce fluctue à la hausse depuis plusieurs trimestres. Il connaît une baisse de 0,2 % au premier trimestre 2017 dans la région, contre une légère hausse de 0,1 % au national.

2 Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, estimations d'emploi.

Dans la construction, le repli de l'emploi marque une pause. Au premier trimestre 2017, la réduction des effectifs n'est plus que de 0,1 % après avoir atteint 1,9 % sur l'ensemble de l'année 2016. Au niveau national, l'emploi est en légère hausse après une contraction plus modérée qu'en région en 2015 et 2016.

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, estimations d'emploi.

Le taux de chômage continue de diminuer début 2017

Fin mars 2017, le taux de chômage régional s'établit à 11,7 %, contre 9,3 % en France métropolitaine. Au niveau régional comme national, il diminue de 0,4 point au cours du trimestre.

La plus forte baisse concerne le département de l'Aisne (- 0,6 point) qui reste néanmoins le département le plus touché par le chômage au sein des Hauts-de-France, avec 13,2 %. Les évolutions des départements de l'Oise, de la Somme et du Pas-de-Calais sont proches de la moyenne régionale. La baisse est moins prononcée dans le département du Nord, avec - 0,2 point, et porte le taux à 12,3 %.

Au niveau des zones d'emploi, la diminution la plus importante concerne la Thiérache, qui reste néanmoins la plus touchée par le chômage (de 16,5 % à 15,7 %). La même tendance s'observe à Saint-Quentin, Lens-Hénin, Calais et Tergnier. En revanche, le taux de chômage reste stable autour de 15,1 % à Valenciennes et Maubeuge, deux autres zones d'emploi très touchées par le chômage dans la région.

4 Taux de chômage

Hauts-de-France
France métropolitaine

En %



Note : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Hausse marquée de la demande d'emploi

Fin mars 2017, 584 910 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégorie A, B et C), soit 10 700 personnes de plus qu'à la fin de l'année 2016. Ainsi, la hausse est de 1,9 % au premier trimestre 2017, après une période de stabilité fin 2016, porte à + 1,9 % l'évolution sur un an. Au niveau national, le nombre de demandeurs d'emploi augmente moins fortement (+ 0,7 % au premier trimestre et + 0,9 % sur un an).

Le nombre de demandeurs de moins de 25 ans a également augmenté au premier trimestre (+ 0,6 %), ramenant à 4,8 % la baisse sur un an. Le nombre de demandeurs de plus de 50 ans poursuit sa progression (+ 2,1 % au premier trimestre et + 6,0 % sur un an). Par ailleurs, le nombre de demandeurs d'emploi de plus d'un an augmente de 0,4 % et ne diminue plus que de 3,1 % sur un an. Au final, le chômage de longue durée concerne 47,2 % des demandeurs d'emploi, contre 43,8 % au niveau national.

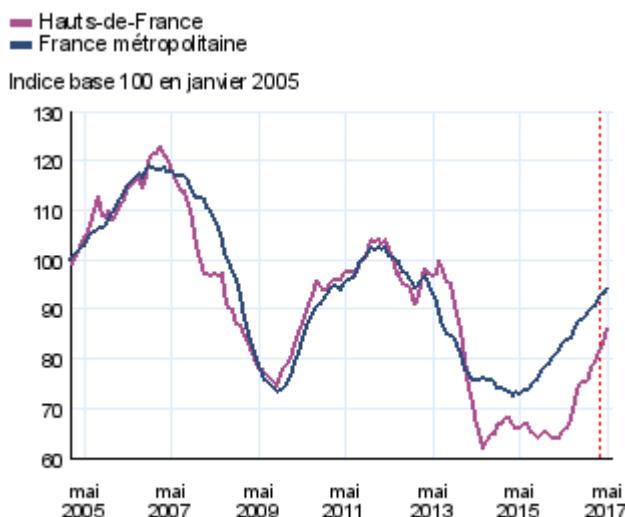
La construction dans les Hauts-de-France rattrape son retard

Au premier trimestre 2017, les perspectives dans la construction sont plus favorables qu'au niveau national.

En avril, le cumul sur 12 mois du nombre de permis de construire délivrés s'établit à 28 100, en progression de 30 % par rapport à son niveau de mars 2016. Depuis 12 mois, la reprise du secteur de la construction est plus dynamique dans la région qu'en France métropolitaine, où la progression du nombre de permis de construire est de 14 %. Ces rythmes de délivrance de permis n'avaient plus été observés depuis fin 2013.

Cette dynamique de reprise concerne l'ensemble des départements de la région. Cependant, le département de la Somme est le seul dont le rythme de délivrance de permis (3 700 entre mars 2016 et mars 2017) est supérieur à ceux observés depuis 2008.

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del2.

Le nombre de logements commencés progresse également début 2017. Le cumul sur 12 mois du nombre de logements commencés s'établit à 22 200 en mars, 21 % plus élevé que son niveau de mars 2016.

Après avoir fortement baissé début 2016, le nombre de mises en chantier retrouve un rythme proche de sa moyenne de long terme dans le département du Nord. En mars 2017, le nombre de logements commencés y atteint 10 500 sur 12 mois, représentant de nouveau un logement sur deux dans la région. La reprise des mises en chantier est plus timide dans les départements de l'Oise, du Pas-de-Calais et de la Somme (+ 13 % en moyenne sur 12 mois contre + 38 % dans le Nord).

Au niveau national, le nombre de mises en chantier des douze derniers mois s'élève à 376 000 en mars 2017, 16 % plus haut que le niveau de mars 2016.

6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del2.

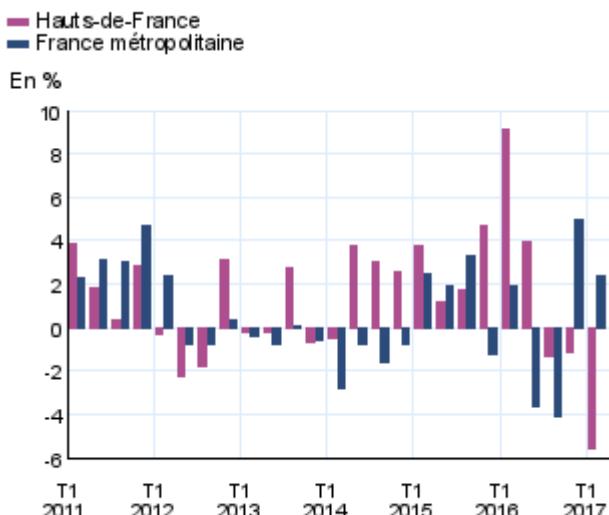
Repli de la fréquentation hôtelière

Au cours du 1^{er} trimestre 2017, les hôtels des Hauts-de-France ont enregistré 1,8 million de nuitées. L'activité touristique diminue de 5,6 % par rapport à la même période en 2016. Ce recul est dû à la fois à la baisse du nombre de nuitées de touristes français (- 5,6 %) et étrangers (- 4,3 %). La baisse régionale de l'activité hôtelière résulte de la diminution importante des nuitées dans le Pas-de-Calais (- 14,9 %) et le Nord (- 4,9 %), en lien avec l'allègement de la présence des forces de l'ordre logeant autour du secteur de Calais. La progression de l'activité est notable dans l'Aisne (+ 10,7 %) et l'Oise (+ 3,6 %). Comparé à son niveau de début 2015, le niveau de l'activité régionale se situe 3 % au-dessus.

Concernant la clientèle étrangère, trois des quatre principales nationalités sont en repli. Les nuitées anglaises, belges et néerlandaises sont en retrait de respectivement 21,5 %, 17,6 % et 2,7 % contrairement aux nuitées allemandes, en progression de 10,8 %.

Au niveau national, le nombre de nuitées est en hausse de 2,4 % en ce début d'année, soutenu par la clientèle française (+ 1,5 %) et surtout internationale (+ 4,4 %).

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données trimestrielles brutes. Évolution du nombre de nuitées du trimestre de l'année n par rapport au trimestre de l'année n-1.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

La création d'entreprises continue de progresser

Au premier trimestre 2017, le nombre de créations d'entreprises a accéléré en Hauts de France (+ 3,9 % par rapport au premier trimestre 2016). Il s'établit à un peu plus de 33 000 unités sur les 12 derniers mois dont près de 20 000 ne sont pas des micro-entreprises.

Le mouvement de hausse est porté par la stabilisation du nombre de création de micro-entreprises sur un an (+ 0,6 % après - 3,2 %) et la dynamique de la création d'entreprises hors micro-entreprises (+ 6,1 % après + 5,8 %). Ces évolutions régionales sont comparables aux tendances nationales où 563 000 entreprises ont été créées durant les quatre derniers trimestres (+ 5,8 % sur un an).

Au niveau départemental, seul le département de la Somme voit sa création d'entreprises reculer entre les premiers trimestres 2016 et 2017 (- 15 % pour les entreprises hors micro-entreprises et - 12 % pour les micro-entreprises). La création d'entreprises progresse d'environ 5 % pour les quatre autres départements de la région.

Le nombre de défaillances est toujours en repli sur la région en un an (- 8,7 %), comme au plan national (- 7,0 %). ■

- Hauts-de-France hors micro-entr.
- France métro. hors micro-entr.
- Hauts-de-France y/c micro-entr.
- France métro. y/c micro-entr.

Indice base 100 au 1er trimestre 2009



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CVS-CJO), les créations sous régime de micro-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene).

Avertissement : À partir des résultats du premier trimestre 2017, les estimations trimestrielles d'emploi localisées commentées dans les notes de conjoncture régionale sont réalisées en partenariat avec l'Acoss et les Urssaf ainsi que la Dares, afin d'assurer une plus grande cohérence des messages et de les rendre plus lisibles. Les niveaux d'emploi restent issus des estimations annuelles d'emploi produites par l'Insee. À ces niveaux d'emploi de référence, sont appliqués des taux d'évolution trimestriels élaborés par l'Acoss et les Urssaf sur le champ privé hors intérim, et la Dares sur l'intérim. La synthèse de l'ensemble des éléments est assurée par l'Insee. Parallèlement aux publications régionales de l'Insee, les Urssaf publient des StatUr sur les effectifs salariés, la masse salariale et le salaire moyen par tête. Les niveaux publiés dans ces deux publications sont différents (emploi en personnes physiques pour l'Insee versus nombre de postes pour les Urssaf). Sur le champ commun, les taux évolutions corrigés des variations saisonnières peuvent différer légèrement sur les échelons agrégés présentés dans les notes de conjoncture et les StatUr, compte tenu d'effets de composition liés aux écarts de niveaux.

Par ailleurs, l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

- Hauts-de-France
- France métropolitaine

Indice base 100 en janvier 2005



Note : données mensuelles brutes au 11 janvier 2017, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des douze derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France.

Dans la zone euro, le climat des affaires est au printemps 2017 au plus haut depuis dix ans

Au premier trimestre 2017, la croissance des économies avancées s'est un peu infléchie (+ 0,4 % après + 0,5 %), en particulier aux États-Unis (+ 0,3 % après + 0,5 %) et au Royaume-Uni (+ 0,2 % après + 0,7 %). Dans la zone euro, la croissance s'est légèrement élevée (+ 0,6 % après + 0,5 %), en particulier en Allemagne (+ 0,6 % après + 0,4 %). Le climat des affaires reste bien orienté dans les économies avancées et la croissance y resterait solide. La conjoncture est aussi favorable dans les économies émergentes. En conséquence, le commerce mondial accélérerait vigoureusement en 2017 (+ 5,9 %, ce qui serait la plus forte croissance depuis 2011), sous l'impulsion des économies émergentes et des États-Unis. Dans la zone euro, la croissance continuerait de s'élever à petits pas en 2017 (+ 1,8 % après + 1,6 % en 2016 et + 1,4 % en 2015). La consommation résisterait au ralentissement du pouvoir d'achat, car les ménages réduiraient leur épargne de précaution, en particulier en Italie et en Espagne.

La croissance française s'est élevée d'un cran depuis le quatrième trimestre 2016

En France, la croissance est restée solide début 2017, sur un rythme de + 0,4 % à + 0,5 % depuis fin 2016. L'investissement des entreprises a vivement accéléré mais les exportations se sont nettement repliées et la consommation des ménages a marqué le pas. Dans le même temps, l'emploi salarié marchand a de nouveau solidement progressé (+ 76 000 après + 60 000 fin 2016) et le taux de chômage a nettement diminué (- 0,4 point à 9,6 %). En mai, le climat des affaires dans l'industrie en France est au plus haut depuis mi-2011. Au total, le PIB progresserait de nouveau solidement jusqu'à fin 2017 (+ 0,5 % aux deuxièmes et troisièmes trimestres, + 0,4 % au quatrième) et s'élèverait de 1,6 % sur l'année, une croissance inédite depuis 2011. L'emploi resterait dynamique et le taux de chômage baisserait de nouveau, pour s'établir à 9,4 % fin 2017.

Insee Hauts-de-France
130 avenue du Président J.F. Kennedy
CS 70769
59034 Lille Cedex

Directeur de la publication :
Jean-Christophe Fanouillet

Rédactrice en chef :
Nadine Lhuillier

ISSN : 2492-4377
© Insee 2017

Pour en savoir plus :

- « Une note d'optimisme en fin d'année », Insee Conjoncture Hauts-de-France n° 7, avril 2017.
- « Croissance solide », Note de conjoncture, Insee, juin 2017.

